



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 143 – 1^{er} trimestre 2010

SOMMAIRE

Methodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale poursuit son redressement entamé depuis le second semestre 2009, grâce aux vastes plans de relance macroéconomique mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du système bancaire. La zone euro présente une croissance économique modérée et, aux Etats-Unis, la reprise demeure fragile dans un contexte de désinflation. L'économie asiatique se caractérise par un regain de croissance au Japon qui bénéficie de la vigueur des exportations et du rebond de la demande intérieure et par une croissance particulièrement soutenue en Chine (+ 11,9 % au premier trimestre 2010).

Après avoir affiché un net rebond tout au long de l'année 2009, les principales places financières ont été de nouveau affectées par d'importantes tensions depuis le mois d'avril 2010, conséquence des inquiétudes des marchés face à l'ampleur de l'endettement de plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne). Pour faire face à cette crise et stabiliser la zone euro, un plan sans précédent de 750 milliards d'euros a été mis en place par l'Union européenne en lien avec le FMI début mai 2010. Il consiste en la création d'un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, mobilisable à très court terme pour aider les pays en difficultés, et une garantie de 440 milliards d'euros pour constituer une entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers et acheter la dette publique des pays fragilisés. Par ailleurs, le FMI s'est engagé à accompagner ces mesures à hauteur de 250 milliards d'euros sous forme de prêts. En outre, la BCE a adopté des mesures exceptionnelles en intervenant sur les marchés obligataires pour acheter de la dette publique et privée de la zone euro.

Toujours dans le prolongement de la crise financière, le Sénat américain a voté le projet de loi sur la régulation financière qui prévoit notamment d'encadrer la faillite des établissements de crédit sans recourir à l'aide des contribuables, une plus grande supervision des fonds spéculatifs et des produits dérivés ainsi que la création d'un bureau pour la protection financière des consommateurs, chargé de réguler les produits financiers risqués.

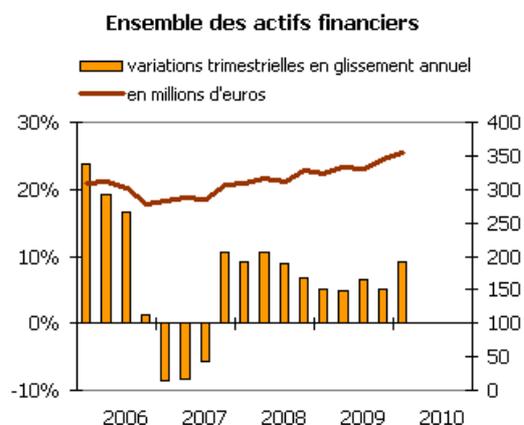
Dans ce contexte, l'euro s'est fortement déprécié, notamment par rapport au dollar, et il a retrouvé ses niveaux de 2006 en passant sous la barre des 1,25 euro pour un dollar, après avoir atteint un plus haut de 1,50 en milieu d'année 2008. Les taux directeurs dans la zone euro et aux Etats-Unis sont maintenus à des niveaux planchers, à respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans un contexte de baisse généralisée des cours boursiers depuis le mois d'avril, le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 70 dollars à la mi-mai.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : confirmation de la reprise amorcée fin 2009.

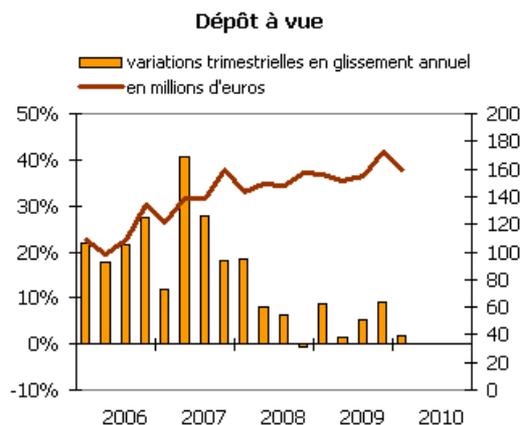
Après avoir marqué le pas au 3^{ème} trimestre 2009 (-0,4 %) puis être repartie à la hausse au 4^{ème} trimestre (+4,2 %), l'épargne collectée progresse à nouveau au 1^{er} trimestre 2010 (+2,6 %). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi **354 millions d'euros**. Sur un an, la tendance est également positive, l'encours progressant de 9,1 % soit +29,6 millions d'euros (contre +5,1 % soit +15,8 millions d'euros un an plus tôt, de mars 2008 à mars 2009).

Contrairement au trimestre précédent, cette croissance est portée en premier lieu par la progression de l'épargne détenue par les **entreprises** (+7,9 %), dont l'encours s'est accru de 7,1 millions d'euros pour atteindre 96 millions d'euros. Elle est ensuite portée, dans une moindre mesure, par la croissance des actifs détenus par les **ménages** (+1,2 % à 182,4 millions d'euros). En revanche, les autres agents impactent négativement l'encours global ce trimestre (-0,5 % à 75,4 millions d'euros).



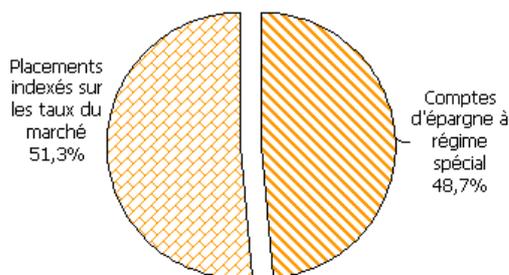
Par nature, les actifs financiers sont constitués de dépôts à vue (45 % contre 50 % au précédent trimestre), de placements liquides ou à court terme (35 % contre 30 %) et de l'épargne à long terme (20 %, en proportion inchangée).

Les arbitrages des entreprises en matière de gestion de trésorerie continuent d'affecter la répartition des actifs. L'encours des **dépôts à vue** recule ainsi de 12,9 millions d'euros au 1^{er} trimestre, (-7,5 % contre +10,7 % au 4^{ème} trimestre 2009, l'encours détenu par les seules entreprises mahoraises reculant de 15,6 %). Il s'établit à 159 millions d'euros. Sur un an, sa progression est de 1,9 % (contre +8,9 % sur la période mars 2008-mars 2009 et +18,4 % entre mars 2007 et mars 2008).

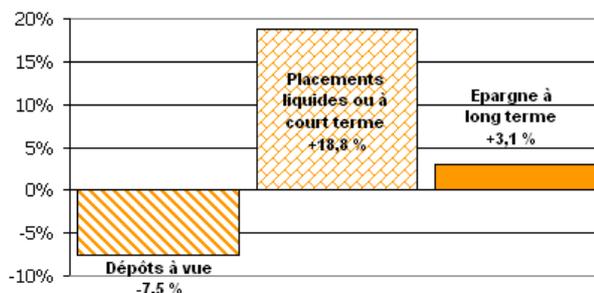


Contrairement au précédent trimestre, les **placements liquides ou à court terme** (124 millions d'euros) affichent un sursaut sur les trois premiers mois de l'année : +18,8 %, contre -4,6 % précédemment. Sur un an, l'encours s'est étoffé de plus de 10 millions d'euros (+9 %), mais les évolutions trimestrielles restent

Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 4e trimestre 2009



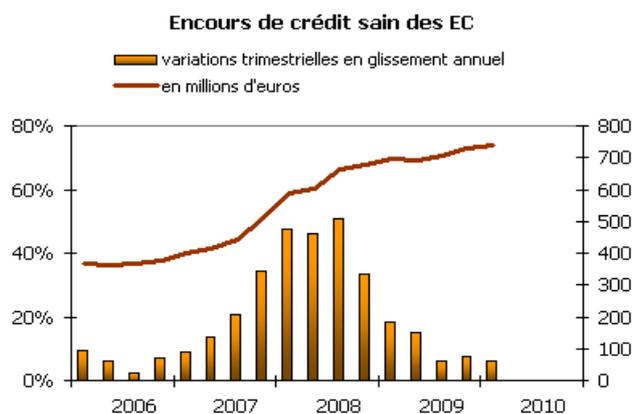
particulièrement erratiques. Les deux compartiments qui constituent les placements liquides ou à court terme progressent de façon contrastée : les placements indexés sur les taux du marché sont en hausse de 36,6 % soit +17,1 millions d'euros alors que les comptes d'épargne à régime spécial affichent une progression plus modeste (+4,5 % soit +2,6 millions d'euros).

L'**épargne à long terme** (70,7 millions d'euros) est en hausse de 3,1 % (après +3,3 % au 4^{ème} trimestre). Elle est détenue par les ménages à 81 % pour lesquels elle se répartit essentiellement en contrats d'assurance-vie (63 %) - en progression de 1,8 % -, en plans d'épargne logement (19 %), en supports d'épargne collective - OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp - (8 %) et en plans d'épargne populaire (7 %). Les « Autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages avec 18,8 % de l'épargne à long terme. Enfin, la part des sociétés demeure marginale (0,1 %).

1.2 Les passifs financiers : évolution nuancée des financements bancaires.

Au 31 mars 2010, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **764,6 millions d'euros**, en progression de 1,4 %. Cette croissance de l'encours fait suite à une hausse respective de 2,1 % et de 2,4 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres.

L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 1,3 %, tirée par les crédits accordés aux collectivités locales (+9,7 %, soit +15,3 millions d'euros). Les concours aux entreprises et aux ménages sont en revanche relativement stables (-0,1 % chacun, soit respectivement -0,4 et -0,3 million d'euros). Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités



locales représentent respectivement 37 %, 30 % et 23 % de l'encours de crédit sain, le solde étant détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...). En glissement annuel, la progression de l'encours de crédit sain demeure dynamique (+6 %).

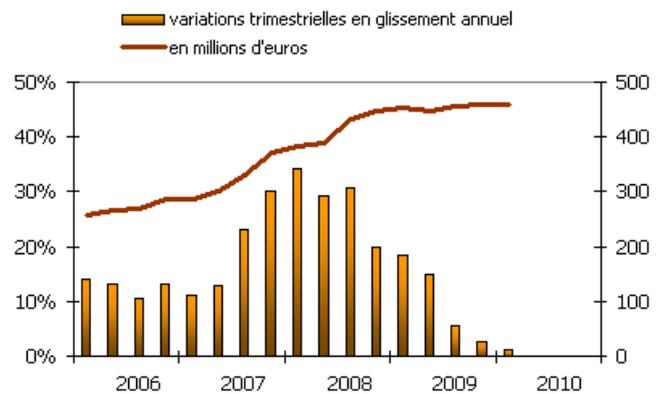
A **3,7 %**, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit progresse de 0,2 point au 1^{er} trimestre. Cette évolution, plutôt favorable par rapport aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2009 (avec des taux respectivement de 4 % et 4,1 %), témoigne d'une légère dégradation par rapport au trimestre précédent (3,5 %).

L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **483,9 millions d'euros**. Il est stable par rapport au 4^{ème} trimestre 2009. Bien qu'en constant recul en glissement trimestriel depuis le 4^{ème} trimestre 2008, la tendance sur un an demeure positive : +2,3 % entre mars 2009 et mars 2010 (contre +4 % entre décembre 2008 et décembre 2009). A 458,8 millions d'euros, l'encours de crédit sain est également stable (+0,1 %).

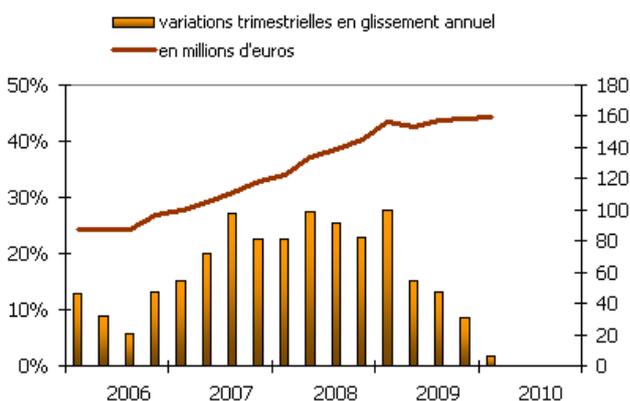
Le taux de créances douteuses s'améliore légèrement pour le deuxième trimestre consécutif et s'établit à 5,2 % (soit -0,1 point). Le taux de provisionnement a en revanche régulièrement progressé ces trois derniers trimestres : de 34,1 % fin juin 2009, il atteint désormais 44,8 %.

Les concours aux entreprises (218,9 millions d'euros) représentent 47,7 % du total de l'encours de crédit sain. Ils progressent de 1,9 % ce trimestre (après un repli de 3 % précédemment). Sur un an, ils se contractent de 3 %, après une croissance de plus de 27 % observée entre mars 2008 et mars 2009. Dans un contexte de ralentissement de l'économie mahoraise, les crédits d'investissement n'ont progressé que de 1,8 % ces douze derniers mois (contre +27,7 % entre mars 2008 et mars 2009). Cette croissance n'a pas permis de contrebalancer la baisse des crédits d'exploitation dont l'encours s'est réduit de 8 millions d'euros en un an (soit -15,6 %, après une progression de 35 % entre mars 2008 et mars 2009).

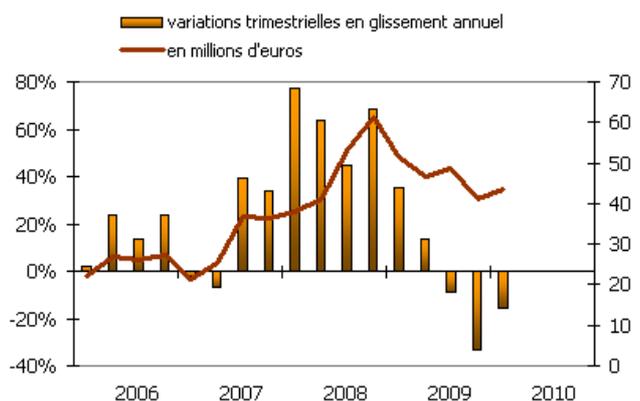
Encours de crédit sain des établissements locaux



Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Composés à 95 % de crédits à l'équipement et à 5 % de crédit-bail, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises progresse légèrement ce trimestre (+1,1 %), après un dernier trimestre 2009 stable (+0,3 %). Il atteint 159,7 millions d'euros. Sur cette même période, les crédits d'exploitation progressent de 5,5 % (après une baisse de 15 % précédemment) : l'encours s'étoffe de 2,3 millions pour s'élever à 43,5 millions d'euros.

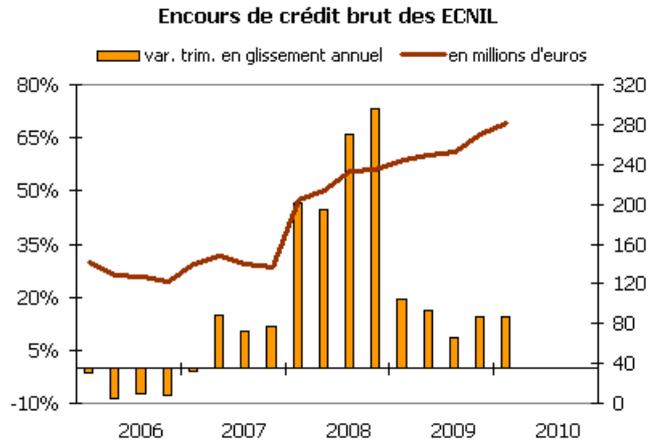
Les concours aux ménages - qui représentent 46,6 % du total de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 213,8 millions d'euros. Stables sur le trimestre, ils progressent cependant sur les douze derniers mois (+2,3 %). Leur évolution s'inscrit toutefois en retrait par rapport à la période mars 2008 – mars 2009

(+20,5 %). Les crédits à l'habitat (101,5 millions d'euros) enregistrent une croissance de 1,4 % au cours du trimestre et de 7,8 % sur un an.

Enfin, pour la première fois, l'encours de crédit des collectivités locales est en repli (-11,3 %), après quatre trimestres de croissance continue (+139 % en 2009).

L'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** affiche une progression dynamique depuis deux ans (+73 % en 2008 et +14,6 % en 2009). Au 31 mars 2010, l'encours brut s'élève à **280,7 millions d'euros**. En ce premier trimestre, la croissance atteint 4 % (contre 6,8 % précédemment).

Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 37 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont essentiellement sollicités par les collectivités locales dont ils assurent 88 % des financements. Ces douze derniers mois, le flux d'affaires généré par l'activité des établissements hors zone s'est d'avantage orienté vers les collectivités locales (+6 % soit +8,6 millions d'euros) et les ménages (+31,2 % soit +2,5 millions d'euros) que vers les entreprises (-6,9 % soit -3,7 millions d'euros).



Enfin, au 31 mars 2010, le taux de créances douteuses des ECNIL s'établit à 1 %.

2. Les risques recensés au SCR

A fin mars 2010, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 589 millions d'euros, en hausse de 4,1 % (après 1,7 % au précédent trimestre). Quatre secteurs concentrent 70 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de 414 millions d'euros : administrations publiques (35 %), en progression de 8,1 % ; activités immobilières (18 %), en repli de 2,5 % ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (9 %), en progression de 3,9 % et construction (7,9 %), en recul de 10 %.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM pour le 2^{ème} trimestre 2010, semblent indiquer qu'au terme d'un second semestre 2009 morose - après plusieurs années de croissance forte (encours de crédits des établissements locaux multiplié par 1,6 et actifs financiers en hausse de 18 % en 2007 et 2008) - le marché bancaire local pourrait se ressaisir dès le début du second semestre.

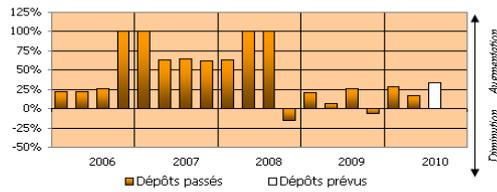
Le niveau de collecte des dépôts recueille une opinion globalement favorable pour le 2^{ème} trimestre et les anticipations pour le 3^{ème} trimestre sont encore mieux orientées.

En matière d'octroi de crédits, les perspectives quant à l'évolution du financement des entreprises tant à court terme que pour l'investissement, inquiètent les dirigeants ; en revanche, leurs anticipations semblent plus rassurantes sur les crédits aux ménages.

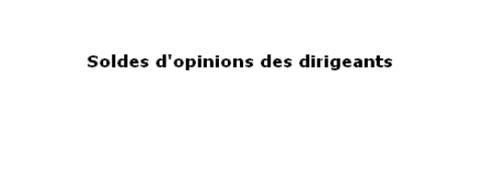
Enfin, les établissements de crédit restent vigilants quant aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

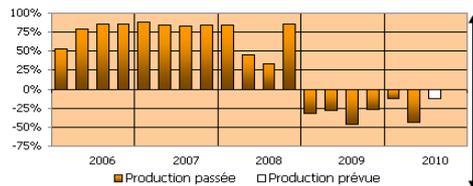
Collecte des dépôts



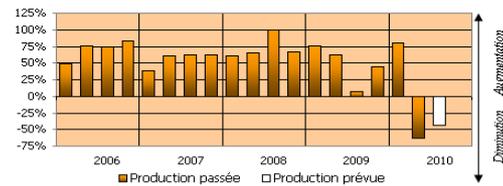
Soldes d'opinions des dirigeants



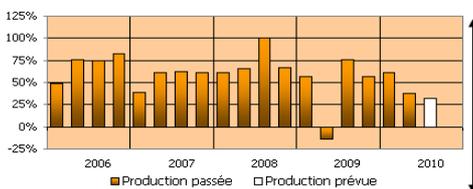
Crédits d'équipement aux entreprises



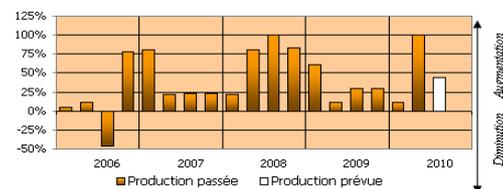
Crédits d'exploitation aux entreprises



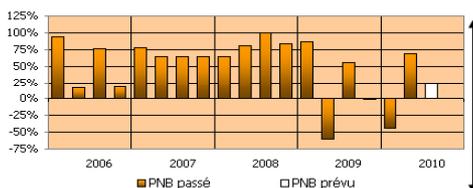
Crédits à l'habitat des particuliers



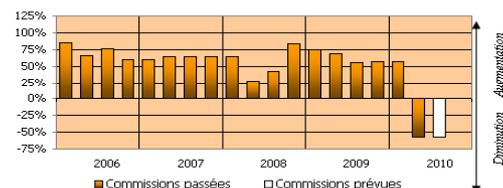
Crédits à la consommation des particuliers



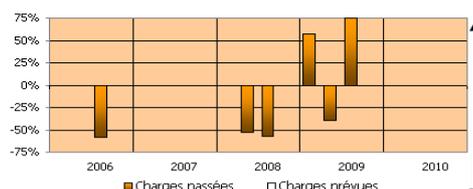
Produit net bancaire



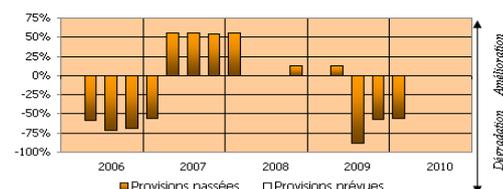
Commissions



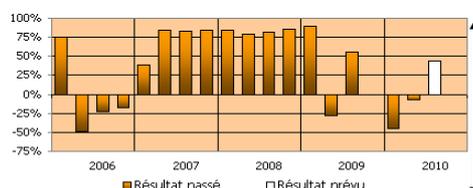
Charges d'exploitation



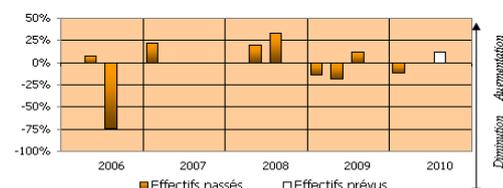
Coût du risque



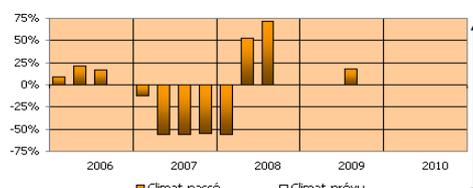
Résultat



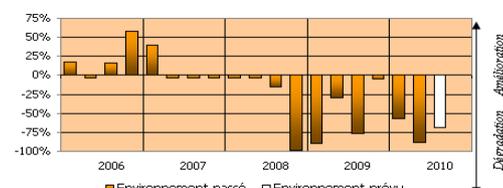
Effectifs



Climat social



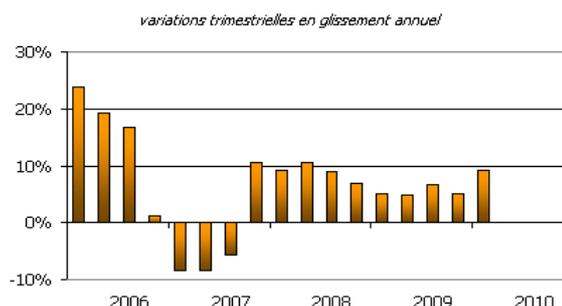
Environnement économique



3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

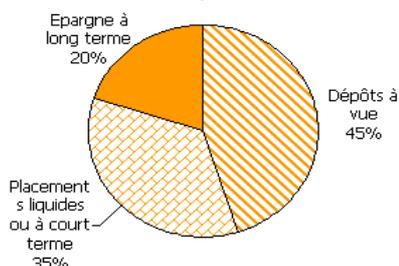
	Montants en millions au										Variations	
	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	31-mars-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept-09	31-déc-09	31-mars-10	1 an	1 trim.	
Sociétés	57,252	94,095	77,127	76,280	79,488	77,387	85,891	88,961	96,022	20,8%	7,9%	
Dépôts à vue	26,985	37,074	42,908	59,402	67,748	57,506	69,731	78,752	66,444	-1,9%	-15,6%	
Placements liquides ou à court terme	30,267	56,888	34,071	16,718	11,583	19,728	15,991	10,038	29,404	153,9%	192,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,001	0,000	0,000	0,000	-	-	
Placements indexés sur les taux du marché	30,267	56,888	34,071	16,718	11,583	19,727	15,991	10,038	29,404	153,9%	192,9%	
dont comptes à terme	8,079	8,857	4,636	4,841	6,359	7,054	6,477	5,265	9,041	42,2%	71,7%	
dont OPCVM monétaires	0,000	1,071	2,042	1,814	2,067	1,673	1,514	1,773	1,963	-5,0%	10,7%	
dont certificats de dépôts	21,975	46,593	26,830	9,185	3,157	11,000	8,000	3,000	18,400	-	-	
Epargne à long terme	0,000	0,133	0,148	0,160	0,157	0,153	0,169	0,171	0,174	1,5%	0,0%	
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,045	0,047	0,067	0,068	0,068	0,069	0,069	0,069	1,5%	0,0%	
Ménages	85,043	103,916	125,347	152,411	170,779	176,698	172,890	180,191	182,377	6,8%	1,2%	
Dépôts à vue	30,138	39,806	49,213	55,617	58,958	60,535	56,245	61,155	59,835	1,5%	-2,2%	
Placements liquides ou à court terme	45,310	45,172	52,303	58,285	70,866	69,786	63,682	63,864	65,278	-7,9%	2,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	36,610	37,831	38,700	44,204	54,643	54,489	53,505	55,342	57,329	4,9%	3,6%	
Livrets ordinaires	35,015	35,709	36,345	41,707	48,188	46,981	45,665	46,455	42,506	-11,8%	-8,5%	
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	3,193	3,895	4,761	5,625	6,389	100,1%	13,6%	
Livrets jeunes	0,002	0,001	0,037	0,041	0,078	0,341	0,103	0,117	0,136	74,4%	16,2%	
Livrets d'épargne populaire	0,009	0,010	0,021	0,000	0,032	0,035	0,043	0,043	5,175	-	-	
CODEVI	0,061	0,060	0,096	0,096	0,176	0,199	0,187	0,253	0,259	47,2%	2,4%	
Comptes d'épargne logement	1,523	2,051	2,201	2,360	2,976	3,038	2,746	2,849	2,864	-3,8%	0,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	8,700	7,341	13,603	14,081	16,223	15,297	10,177	8,522	7,949	-51,0%	-6,7%	
dont comptes à terme	3,201	2,815	8,083	11,178	14,919	13,767	8,609	7,235	6,739	-54,8%	-6,9%	
dont bons de caisse	5,413	3,981	2,943	1,764	0,718	0,590	0,590	0,440	0,348	-51,5%	-20,9%	
dont OPCVM monétaires	0,000	0,416	2,378	0,817	0,574	0,928	0,978	0,847	0,862	50,2%	1,8%	
Epargne à long terme	9,595	18,938	23,831	38,509	40,955	46,377	52,963	55,172	57,264	39,8%	3,8%	
Plans d'épargne logement	7,958	9,863	10,863	11,570	12,594	12,918	8,785	9,931	11,129	-11,6%	12,1%	
Plans d'épargne populaire	0,360	0,349	0,282	0,248	0,181	0,178	4,224	4,323	4,211	-	-2,6%	
Autres comptes d'épargne	0,006	0,015	0,041	0,034	0,037	0,053	0,450	0,389	0,462	-	-18,8%	
Portefeuille-titres	0,000	0,514	0,542	0,250	0,165	0,885	1,023	0,781	0,785	-	0,5%	
OPCVM non monétaires	0,536	1,959	2,592	3,012	3,621	3,889	3,937	4,349	4,648	28,4%	6,9%	
Contrats d'assurance-vie	0,735	6,238	9,511	23,395	24,357	28,454	34,544	35,399	36,029	47,9%	1,8%	
Autres agents	107,012	110,824	80,242	79,750	73,969	78,382	72,359	75,815	75,410	1,9%	-0,5%	
Dépôts à vue	31,611	31,332	28,945	28,315	29,375	33,457	29,314	32,071	32,804	11,7%	2,3%	
Placements liquides ou à court terme	41,914	64,501	38,024	38,160	31,320	31,651	29,771	30,472	29,331	-6,4%	-3,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1,176	1,779	1,359	1,426	1,706	2,079	2,283	2,467	3,059	79,3%	24,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	40,738	62,722	36,665	36,734	29,614	29,572	27,488	28,005	26,272	-11,3%	-6,2%	
dont comptes à terme	40,063	62,057	35,473	35,254	28,347	28,357	26,273	26,994	25,880	-8,7%	-4,1%	
Epargne à long terme	33,487	14,991	13,273	13,275	13,274	13,274	13,274	13,272	13,275	0,0%	0,0%	
TOTAL	249,307	308,835	282,716	308,441	324,236	332,467	331,140	344,967	353,809	9,1%	2,6%	
Dépôts à vue	88,734	108,212	121,066	143,334	156,081	151,498	155,290	171,978	159,083	1,9%	-7,5%	
Placements liquides ou à court terme	117,491	166,561	124,398	113,163	113,769	121,165	109,444	104,374	124,013	9,0%	18,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	37,786	39,610	40,059	45,630	56,349	56,569	55,788	57,809	60,388	7,2%	4,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	79,705	126,951	84,339	67,533	57,420	64,596	53,656	46,565	63,625	10,8%	36,6%	
Epargne à long terme	43,082	34,062	37,252	51,944	54,386	59,804	66,406	68,615	70,713	30,0%	3,1%	

Ensemble des actifs financiers

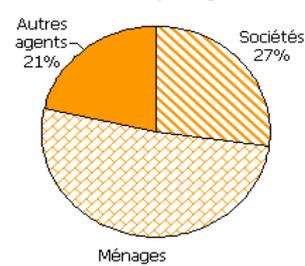


Structure des actifs financiers au 31 mars 2010

Structure par nature



Structure par agent

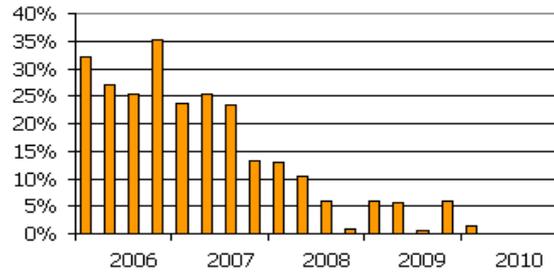


Les placements des ménages

Dépôts à vue



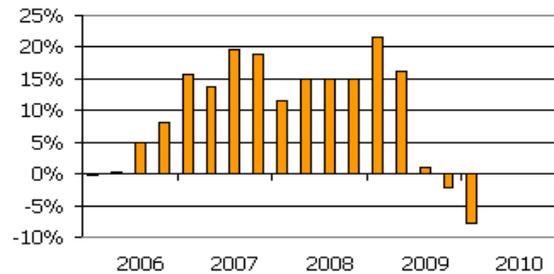
Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements liquides ou à court terme



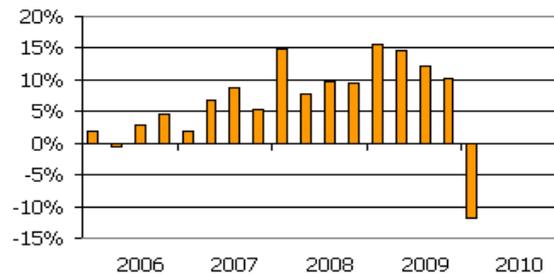
Variations trimestrielles en glissement annuel



Livrets ordinaires



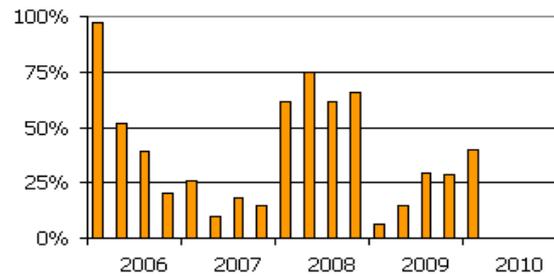
Variations trimestrielles en glissement annuel



Épargne à long terme



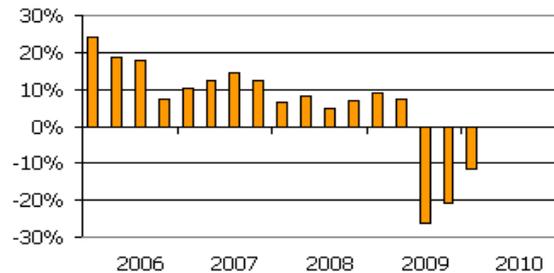
Variations trimestrielles en glissement annuel



Plans d'épargne logement



Variations trimestrielles en glissement annuel

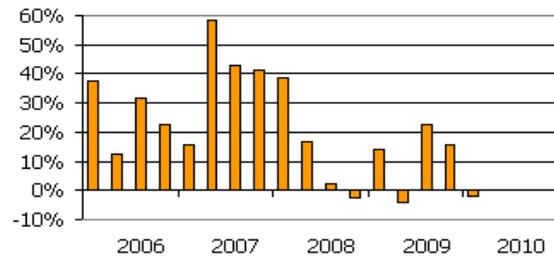


Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



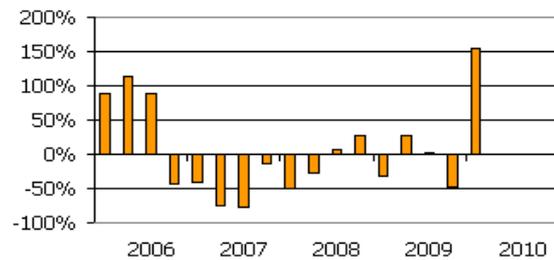
Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements liquides ou à court terme



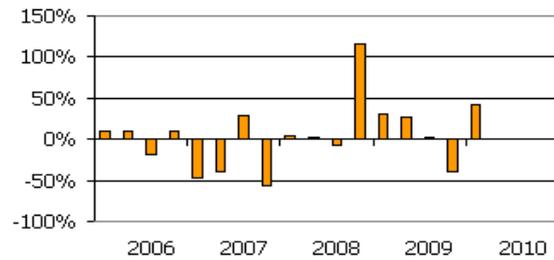
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à terme



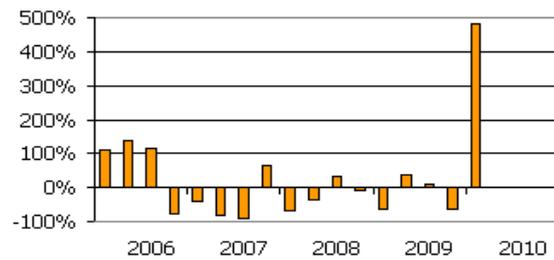
Variations trimestrielles en glissement annuel



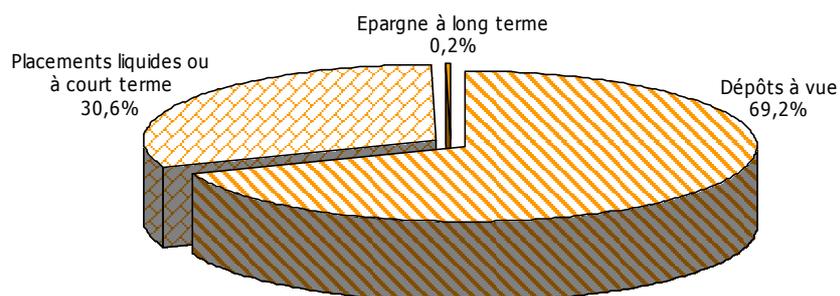
Certificats de dépôt



Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 31 mars 2010



4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

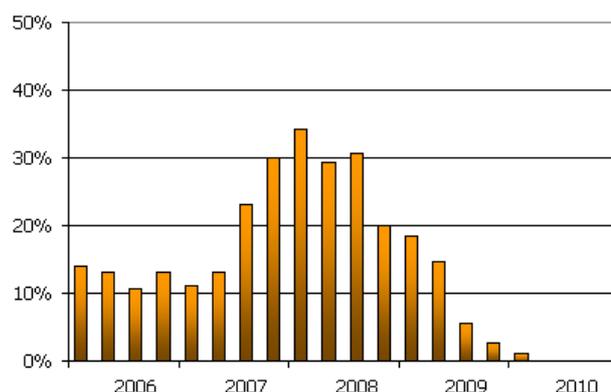
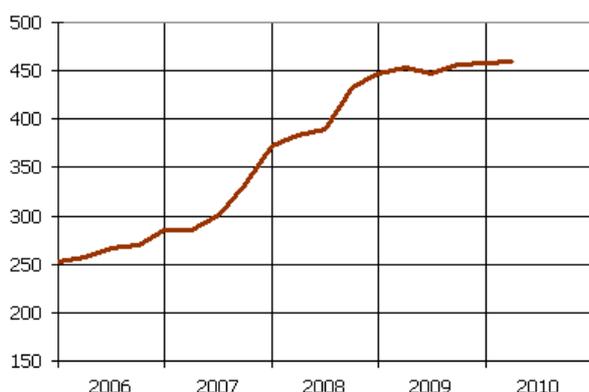
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions au										Variations	
	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	31-mars-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	31-déc.-09	31-mars-10	1 an	1 trim.	
Entreprises	101,242	113,895	130,172	177,172	225,738	217,869	221,537	214,878	218,945	-3,0%	1,9%	
Crédits d'exploitation	21,500	21,998	21,536	38,108	51,475	46,634	48,490	41,196	43,469	-15,6%	5,5%	
Créances commerciales	3,506	3,760	4,632	4,150	4,742	3,299	3,279	3,573	2,849	-39,9%	-20,3%	
Crédits de trésorerie	11,067	13,542	11,423	14,478	20,658	18,175	20,686	16,268	19,198	-7,1%	18,0%	
dont entrepreneurs individuels	1,392	2,499	2,100	3,233	3,883	3,585	4,158	4,399	5,158	32,8%	17,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	6,927	4,696	5,481	19,480	26,075	25,160	24,525	21,355	21,422	-17,8%	0,3%	
Affacturation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits d'investissement	77,179	87,070	100,190	122,783	156,846	153,658	157,472	157,889	159,659	1,8%	1,1%	
Crédits à l'équipement	74,207	79,929	90,832	111,274	146,883	143,838	149,058	150,014	152,198	3,6%	1,5%	
dont entrepreneurs individuels	8,301	7,740	7,005	8,089	8,254	7,264	6,939	7,263	7,568	-8,3%	4,2%	
Crédit-bail	2,972	7,141	9,358	11,509	9,963	9,820	8,414	7,875	7,461	-25,1%	-5,3%	
Crédits à l'habitat	2,563	4,772	7,779	16,281	17,308	17,333	15,425	14,643	14,574	-15,8%	-0,5%	
Autres crédits	0,000	0,055	0,667	0,000	0,109	0,244	0,150	1,150	1,243	-	8,1%	
Ménages	98,543	118,596	134,127	173,486	209,054	209,658	209,912	213,877	213,770	2,3%	-0,1%	
Crédits à la consommation	58,626	68,532	74,148	96,062	114,830	113,689	114,101	113,609	112,124	-2,4%	-1,3%	
Crédits de trésorerie	54,379	60,966	65,549	86,709	105,352	105,255	104,492	104,107	102,838	-2,4%	-1,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,138	4,064	3,614	4,085	4,169	4,125	4,453	4,418	4,228	1,4%	-4,3%	
Crédit-bail	0,109	3,502	4,985	5,268	5,309	5,309	5,156	5,084	5,058	-4,7%	-0,5%	
Crédits à l'habitat	39,909	49,979	59,979	77,424	94,174	94,889	95,721	100,158	101,536	7,8%	1,4%	
Autres crédits	0,008	0,085	0,000	0,000	0,050	0,080	0,090	0,110	0,110	120,0%	0,0%	
Collectivités locales	19,484	17,884	14,544	27,103	13,332	13,638	18,545	23,585	20,927	57,0%	-11,3%	
Crédits d'exploitation	0,468	0,020	0,001	16,978	5,744	6,233	12,851	16,256	8,108	41,2%	-50,1%	
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	14,379	2,943	2,943	9,847	13,116	0,001	-100,0%	-100,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,468	0,020	0,001	2,599	2,801	3,290	3,004	3,140	8,107	189,4%	158,2%	
Crédits d'investissement	14,389	13,488	10,437	6,325	2,588	2,405	2,304	2,339	12,819	-	-	
Crédits à l'équipement	14,378	13,450	10,426	6,274	2,492	2,317	2,225	2,268	12,757	-	-	
Crédit-bail	0,011	0,038	0,011	0,051	0,096	0,088	0,079	0,071	0,062	-35,4%	-12,7%	
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	3,800	5,000	5,000	3,390	4,990	0,000	-100,0%	-100,0%	
Autres agents et CCB non ventilés	6,127	6,623	6,949	5,689	5,875	6,060	6,787	5,918	5,193	-11,6%	-12,3%	
Total encours sain	225,396	256,998	285,792	383,450	453,999	447,225	456,781	458,258	458,835	1,1%	0,1%	
Créances douteuses brutes	11,299	10,668	12,829	16,798	19,004	24,522	26,248	25,655	25,064	31,9%	-2,3%	
Créances douteuses nettes	5,300	5,019	6,303	10,288	11,252	16,158	16,717	14,654	13,827	22,9%	-5,6%	
dont entreprises	3,047	2,765	4,007	6,942	6,799	10,273	10,345	9,081	8,440	24,1%	-7,1%	
dont ménages	2,102	2,181	2,205	3,019	4,262	5,741	6,190	5,538	5,363	25,8%	-3,2%	
Provisions	5,999	5,649	6,526	6,510	7,752	8,364	9,531	11,001	11,237	45,0%	2,1%	
Total encours brut	236,695	267,666	298,621	400,248	473,003	471,747	483,029	483,913	483,899	2,3%	0,0%	
Taux de créances douteuses	4,8%	4,0%	4,3%	4,2%	4,0%	5,2%	5,4%	5,3%	5,2%	1,2	-0,1	
Taux de provisionnement	53,1%	53,0%	50,9%	38,8%	40,8%	34,1%	36,3%	42,9%	44,8%	4,0	2,0	

Encours de crédit sain des EC locaux

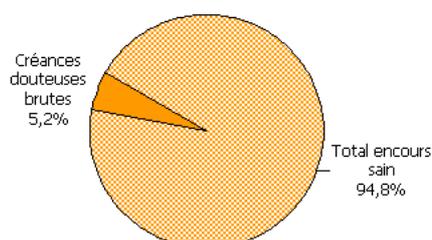
en millions d'euros

Variations trimestrielles en glissement annuel

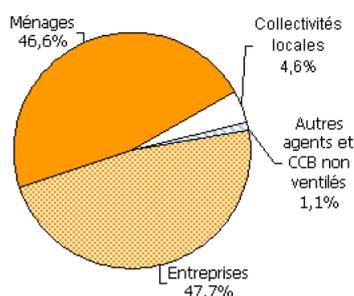


Structure des passifs financiers au 31 mars 2010

Structure selon la qualité



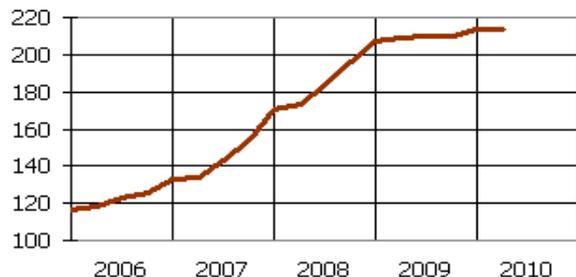
Structure par agents



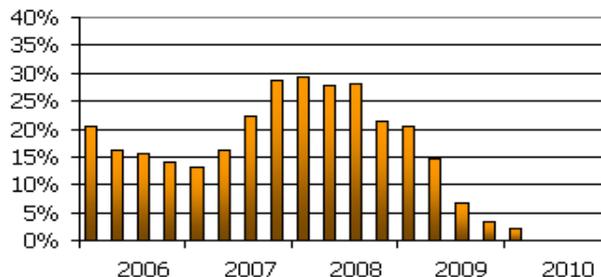
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

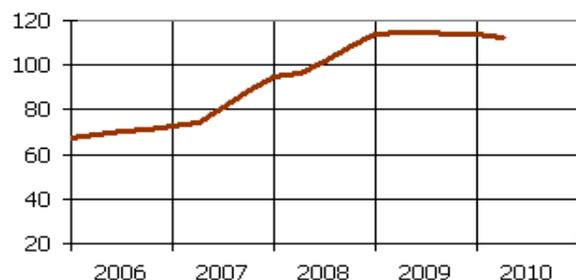


Variations trimestrielles en glissement annuel

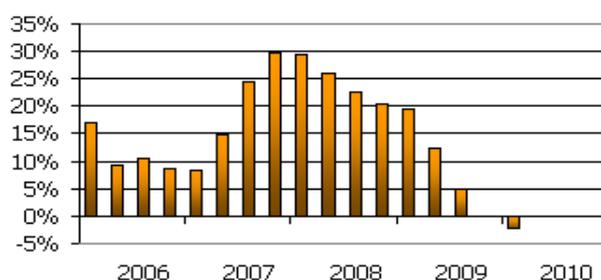


Crédits à la consommation

en millions d'euros

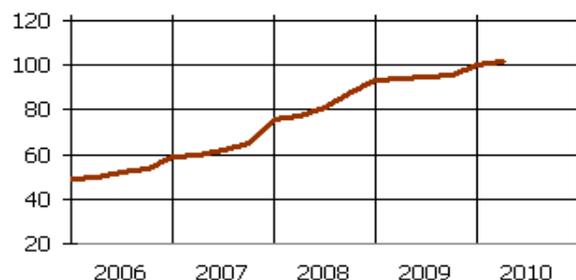


Variations trimestrielles en glissement annuel

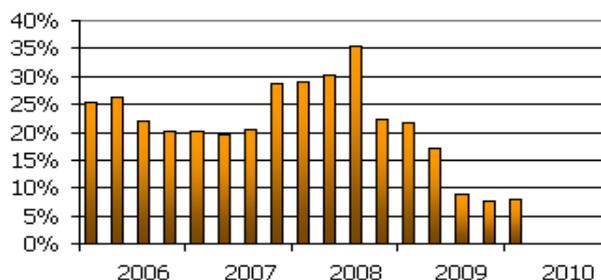


Crédits à l'habitat

en millions d'euros

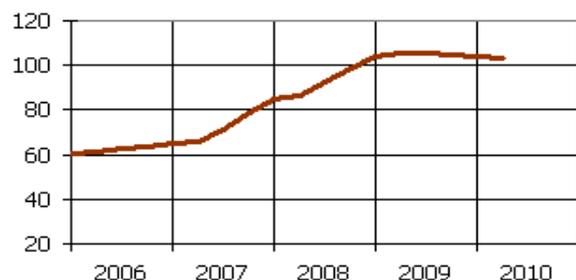


Variations trimestrielles en glissement annuel

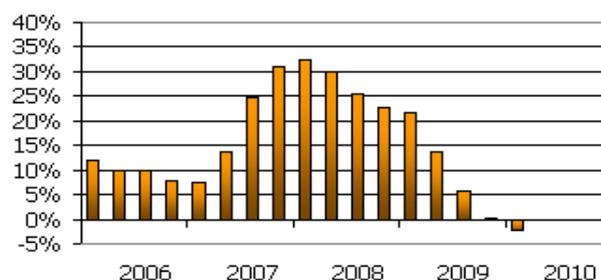


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

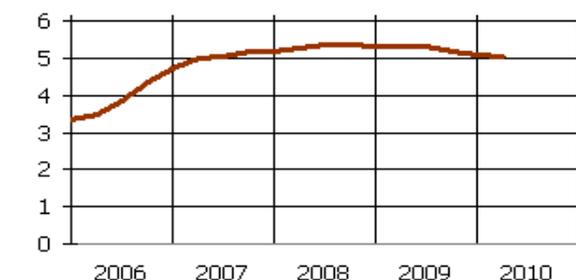


Variations trimestrielles en glissement annuel

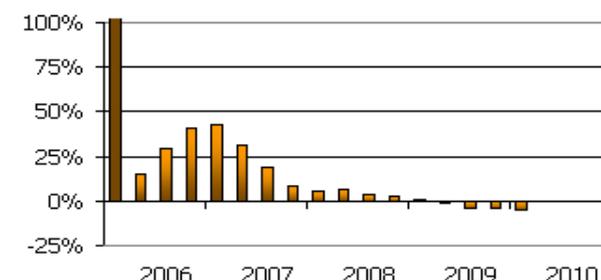


Crédit-bail

en millions d'euros



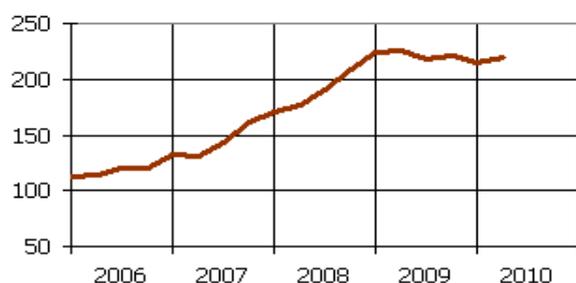
Variations trimestrielles en glissement annuel



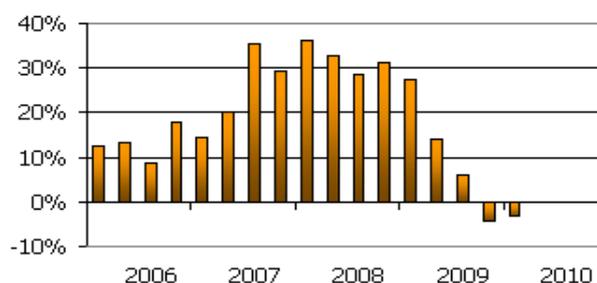
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros

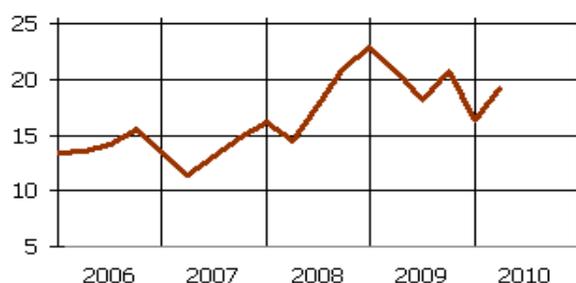


Variations trimestrielles en glissement annuel

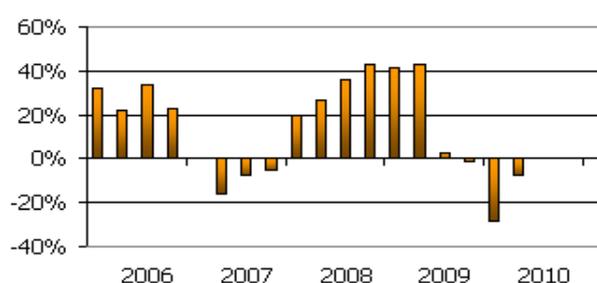


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

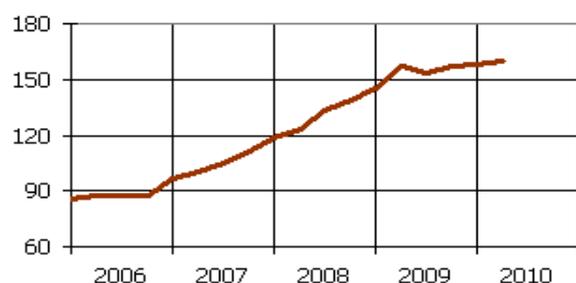


Variations trimestrielles en glissement annuel

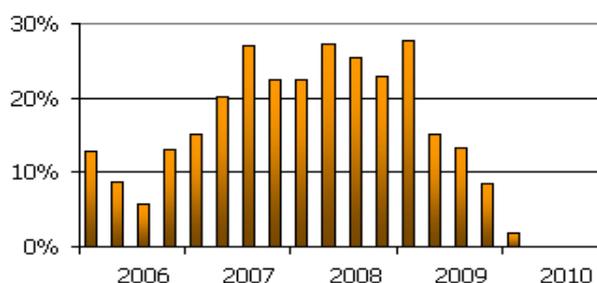


Crédits d'investissement

en millions d'euros

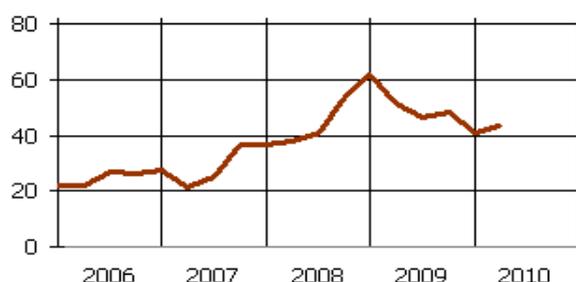


Variations trimestrielles en glissement annuel

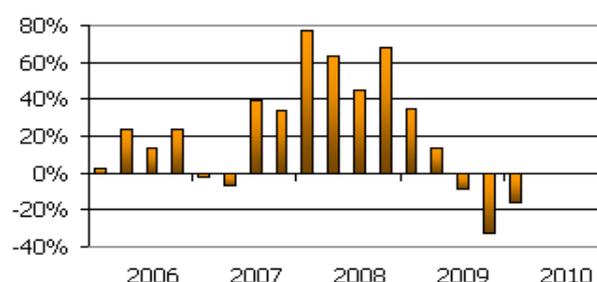


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

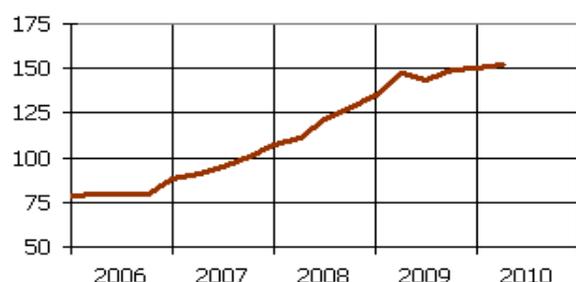


Variations trimestrielles en glissement annuel

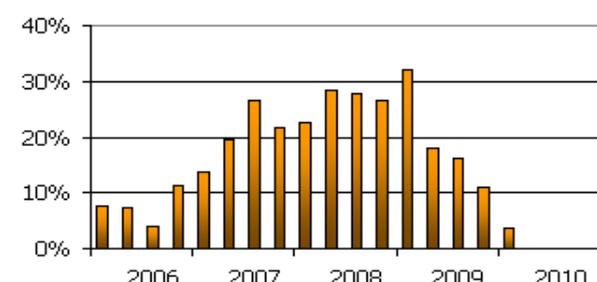


Crédits d'équipement

en millions d'euros



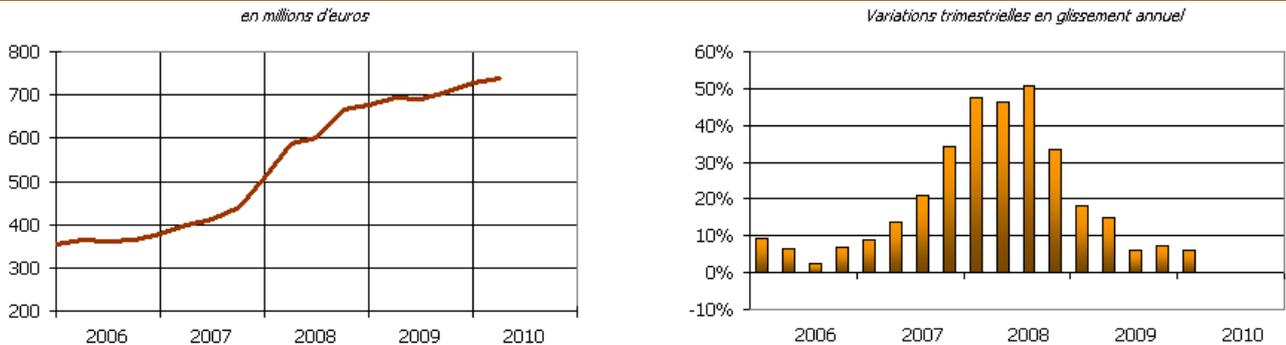
Variations trimestrielles en glissement annuel



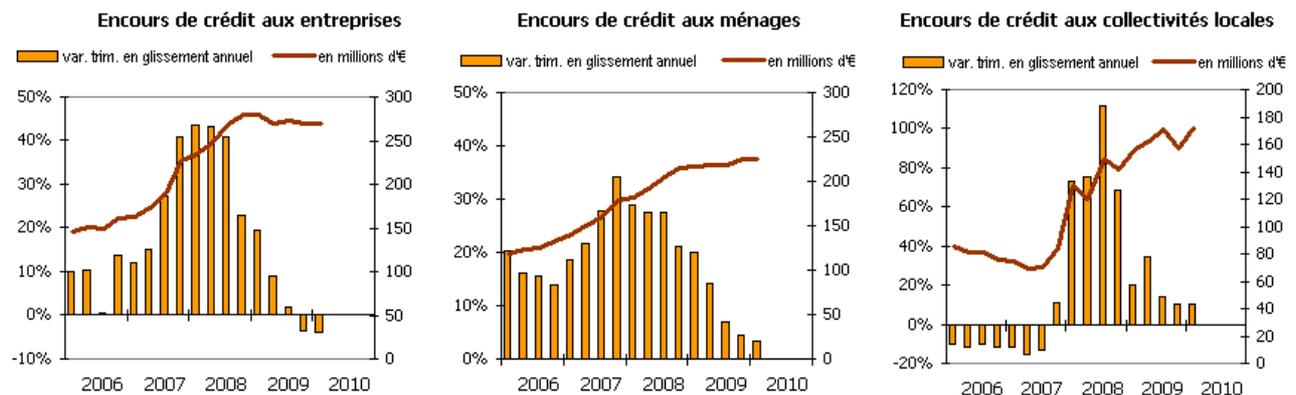
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au									Variations	
	31-mars-05	31-mars-06	31-mars-07	31-mars-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	31-déc.-09	31-mars-10	1 an	1 trim.
Entreprises	132,074	145,100	162,724	233,536	279,424	269,935	273,171	269,332	268,947	-3,7%	-0,1%
Crédits d'exploitation	21,500	22,338	21,687	38,850	52,268	47,247	49,363	44,071	44,233	-15,4%	0,4%
Créances commerciales	3,506	3,760	4,632	4,150	4,742	3,299	3,279	3,573	2,849	-39,9%	-20,3%
Crédits de trésorerie	11,067	13,542	11,423	14,478	20,759	18,268	20,770	18,244	19,289	-7,1%	5,7%
dont entrepreneurs individuels	1,392	2,499	2,100	3,233	3,883	3,585	4,158	4,405	5,180	33,4%	17,6%
Comptes ordinaires débiteurs	6,927	4,696	5,481	19,601	26,075	25,161	24,525	21,355	21,422	-17,8%	0,3%
Affacturation	0,000	0,340	0,151	0,621	0,692	0,519	0,789	0,899	0,673	-2,7%	-25,1%
Crédits d'investissement	78,454	89,491	105,378	134,820	169,077	165,287	169,106	170,184	171,029	1,2%	0,5%
Crédits à l'équipement	75,482	82,114	95,737	122,495	158,266	154,713	160,025	161,680	163,069	3,0%	0,9%
dont entrepreneurs individuels	8,301	7,811	7,050	8,134	8,299	7,309	7,056	7,450	8,096	-2,4%	8,7%
Crédit-bail	2,972	7,377	9,641	12,325	10,811	10,574	9,081	8,504	7,960	-26,4%	-6,4%
Crédits à l'habitat	28,479	29,969	32,154	57,461	55,976	55,332	52,799	52,346	50,986	-8,9%	-2,6%
Autres crédits	3,641	3,302	3,505	2,405	2,103	2,069	1,903	2,731	2,699	28,3%	-1,2%
Ménages	98,543	118,596	140,526	181,006	217,183	218,151	218,652	224,750	224,436	3,3%	-0,1%
Crédits à la consommation	58,626	68,532	75,901	98,492	117,847	118,174	117,734	117,584	116,153	-1,4%	-1,2%
Crédits de trésorerie	54,379	60,966	67,302	89,139	108,369	108,740	108,125	108,082	106,864	-1,4%	-1,1%
Comptes ordinaires débiteurs	4,138	4,064	3,614	4,085	4,169	4,125	4,453	4,418	4,231	1,5%	-4,2%
Crédit-bail	0,109	3,502	4,985	5,268	5,309	5,309	5,156	5,084	5,058	-4,7%	-0,5%
Crédits à l'habitat	39,909	49,979	64,625	82,514	99,286	99,897	100,828	107,056	108,173	9,0%	1,0%
Autres crédits	0,008	0,085	0,000	0,000	0,050	0,080	0,090	0,110	0,110	120,0%	0,0%
Collectivités locales	94,437	84,983	74,832	129,615	155,963	162,037	170,662	156,897	172,178	10,4%	9,7%
Crédits d'exploitation	0,468	0,020	0,001	16,978	33,044	16,133	27,651	16,456	8,108	-75,5%	-50,7%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	14,379	30,243	12,843	24,647	13,316	0,001	-100,0%	-100,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,468	0,020	0,001	2,599	2,801	3,290	3,004	3,140	8,107	189,4%	158,2%
Crédits d'investissement	61,598	57,041	51,378	93,328	106,220	130,826	129,204	126,475	155,557	46,4%	23,0%
Crédits à l'équipement	61,587	57,003	51,367	93,277	106,124	130,738	129,125	126,404	155,495	46,5%	23,0%
Crédit-bail	0,011	0,038	0,011	0,051	0,096	0,088	0,079	0,071	0,062	-35,4%	-12,7%
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	27,744	23,546	19,347	19,309	16,699	15,078	13,807	13,966	8,513	-49,0%	-39,0%
Autres agents et CCB non ventilés	8,634	16,585	20,098	43,294	42,250	41,784	43,248	76,224	71,080	68,2%	-6,7%
Total encours sain	333,688	365,264	398,180	587,451	694,820	691,907	705,733	727,203	736,641	6,0%	1,3%
Créances douteuses brutes	46,003	43,277	40,260	17,682	23,191	28,684	30,062	26,542	27,919	20,4%	5,2%
Créances douteuses nettes	21,869	20,676	26,762	11,172	15,418	20,301	20,512	15,513	16,654	8,0%	7,4%
dont entreprises	18,913	17,758	24,008	7,537	10,156	13,645	13,499	9,356	10,607	4,4%	13,4%
dont ménages	2,102	2,181	2,663	3,308	4,635	6,117	6,429	5,742	5,651	21,9%	-1,6%
Provisions	24,134	22,601	13,498	6,510	7,773	8,383	9,550	11,029	11,265	44,9%	2,1%
Total encours brut	379,691	408,541	438,440	605,133	718,011	720,591	735,795	753,745	764,560	6,5%	1,4%
Taux de créances douteuses	12,1%	10,6%	9,2%	2,9%	3,2%	4,0%	4,1%	3,5%	3,7%	0,4	0,1
Taux de provisionnement	52,5%	52,2%	33,5%	36,8%	33,5%	29,2%	31,8%	41,6%	40,3%	6,8	-1,2

Encours de crédit sain total

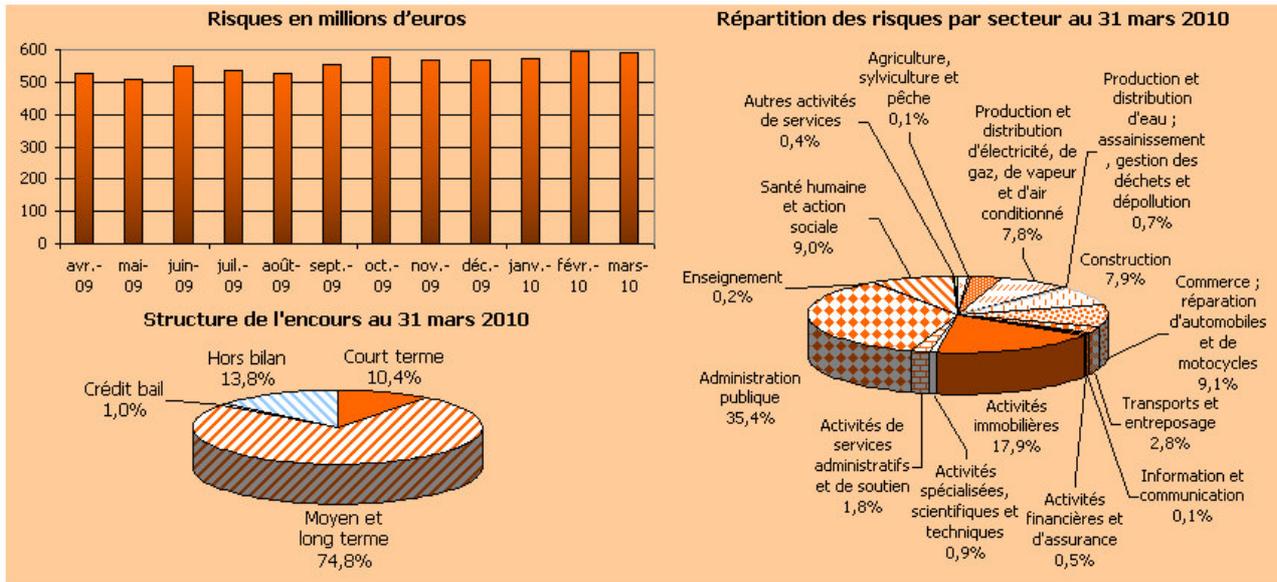


Concours consentis par l'ensemble des EC

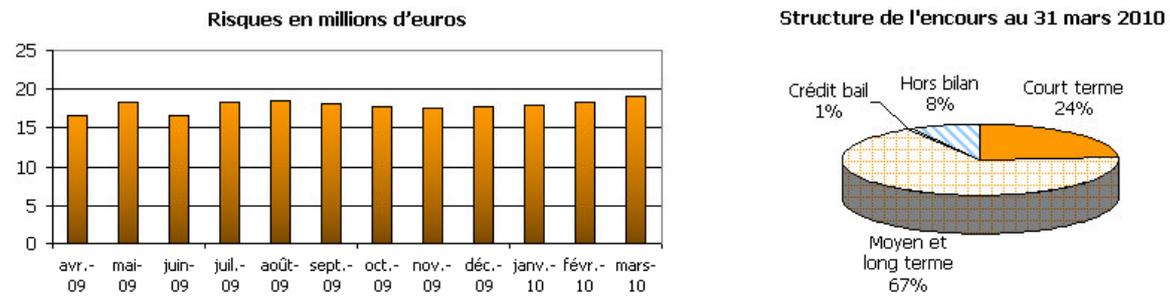


5. RISQUES SECTORIELS

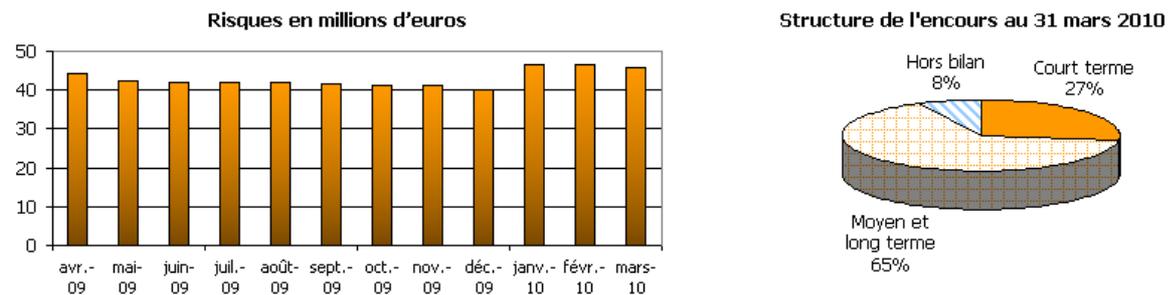
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



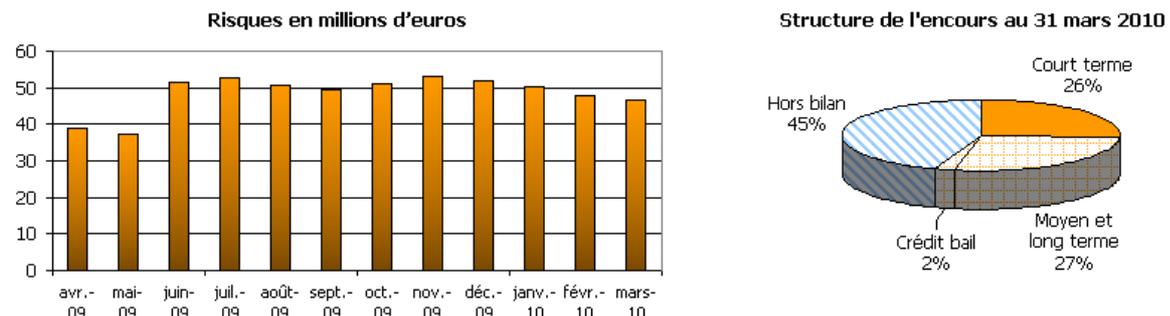
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

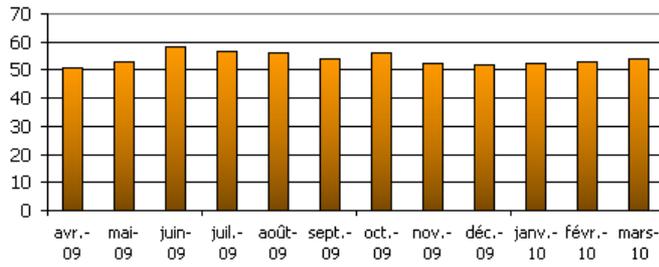


Risques bancaires sur le secteur de la construction

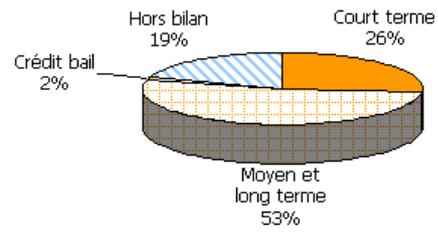


Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles

Risques en millions d'euros

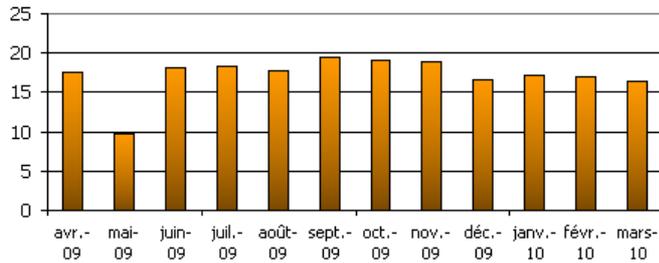


Structure de l'encours au 31 mars 2010

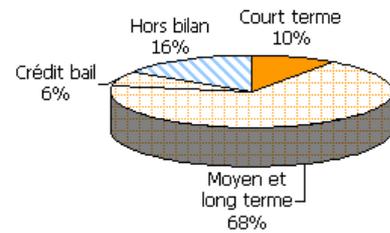


Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage

Risques en millions d'euros

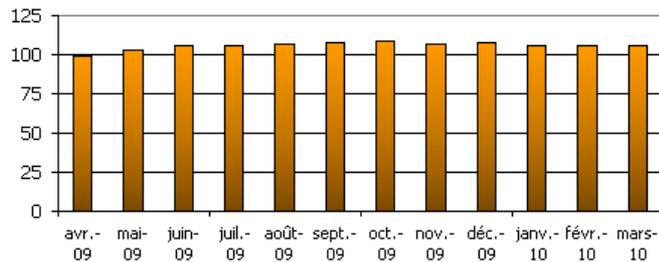


Structure de l'encours au 31 mars 2010

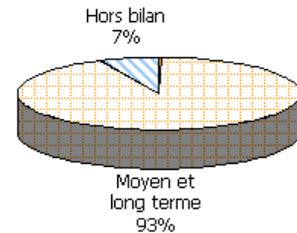


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'euros

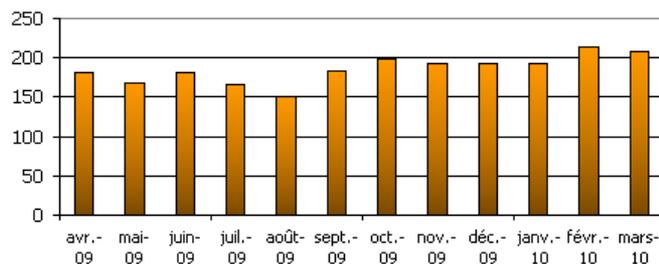


Structure de l'encours au 31 mars 2010

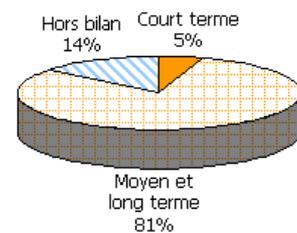


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros

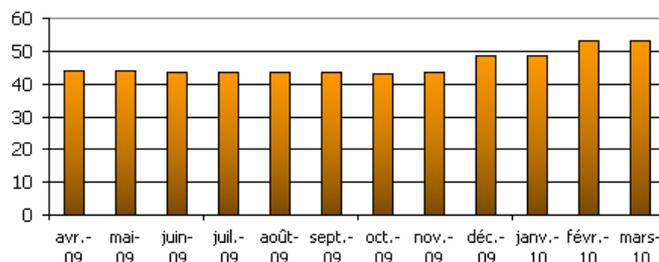


Structure de l'encours au 31 mars 2010

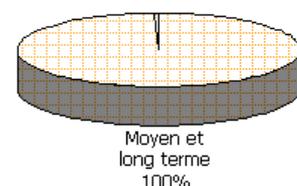


Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale

Risques en millions d'euros



Structure de l'encours au 31 mars 2010



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

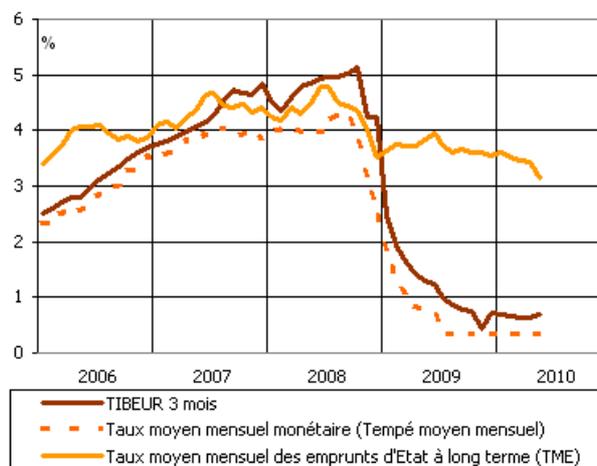
TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter						
	du 1er trimestre 2009	du 2e trimestre 2009	du 3e trimestre 2009	du 4e trimestre 2009	du 1er trimestre 2010	du 2e trimestre 2010	
PARTICULIERS Prêts immobiliers aux particuliers	- Prêts à taux fixe	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%	6,57%	6,29%
	- Prêts à taux variable	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%	5,92%	5,72%
	- Prêts relais	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%	6,40%	6,25%
	Autres prêts						
ENTREPRISES	- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,45%	21,63%
	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,21%	13,33%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

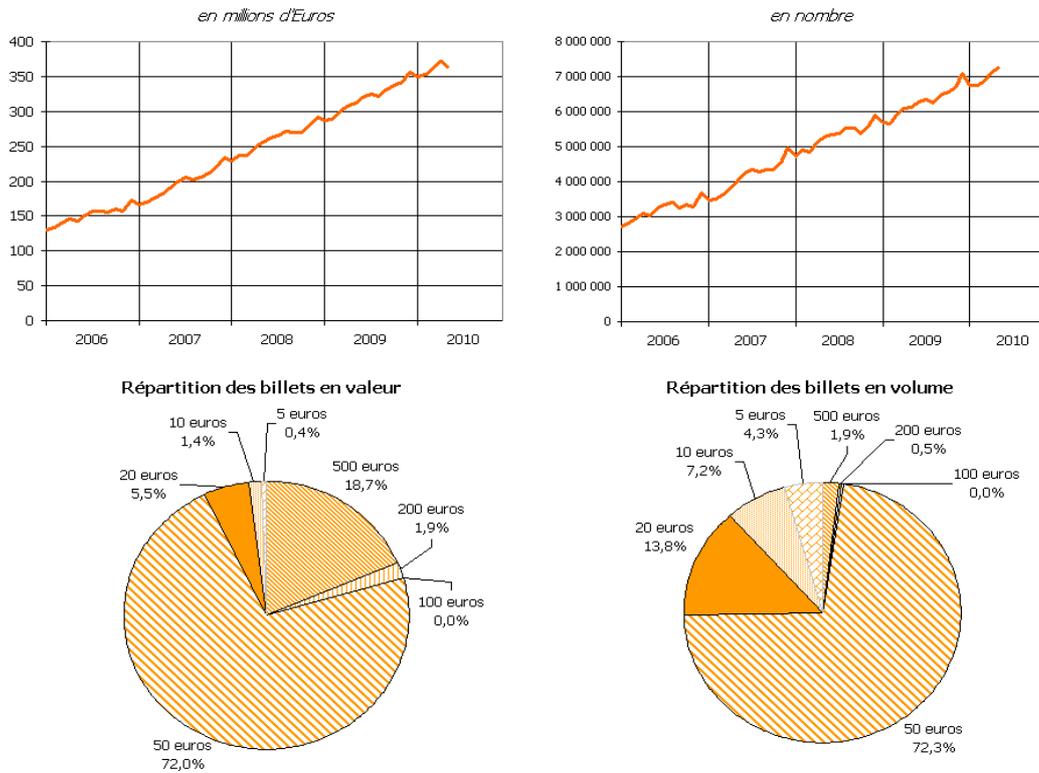
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

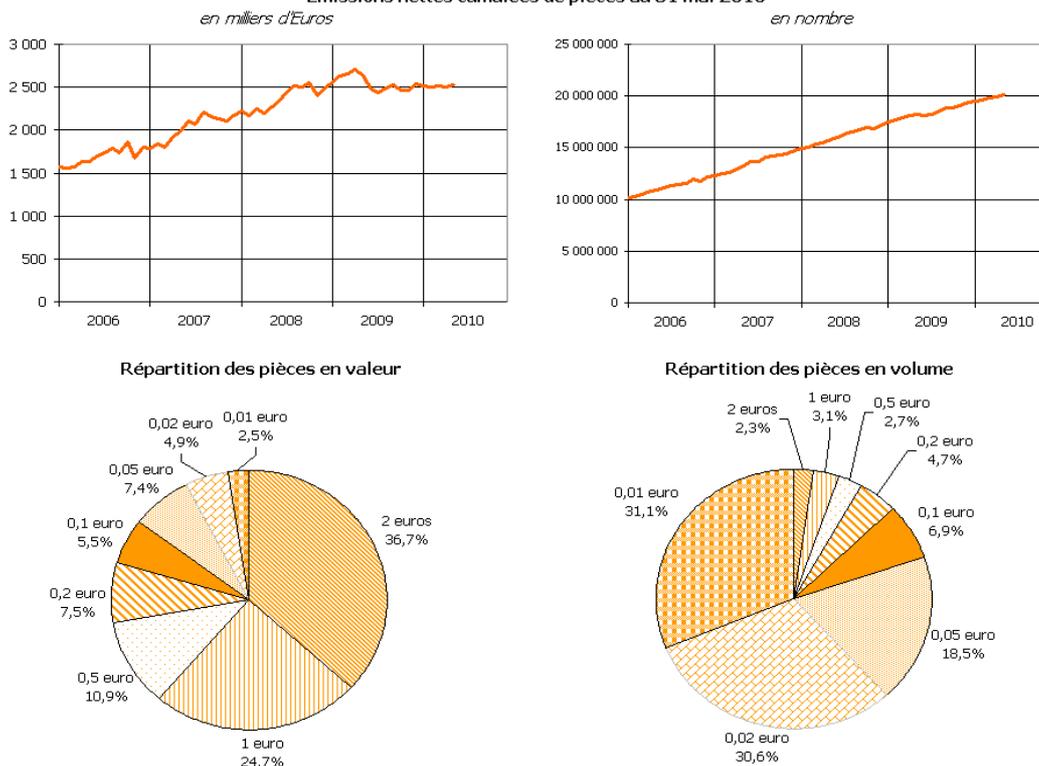
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 31 mai 2010



7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 31 mai 2010



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en JUIN 2010
Dépôt légal : JUIN 2010 - n° ISSN : 0296-3116